

POPULISME(S) : GÉNÉRALITÉS

D'Altoé Laurent

A) Historique du terme

A l'origine, il ne s'agit nullement d'un terme à connotation péjorative : il fait au départ référence à divers mouvements sociaux du 19^{ème} siècle, aux Etats-Unis (les agriculteurs contre les chemins de fers, les ouvriers contre les taux d'intérêts excessifs des banques,...) ainsi qu'en Russie (notamment le mouvement Narodniki qui voulait instaurer un système économique de type socialiste). Donc à cette époque, on peut rapprocher le terme de « populaire ».

Par la suite, avec l'apparition plus récente de mouvements tels que le boulangisme, le péronisme et, encore plus tard, le poujadisme, le terme va davantage se connoter négativement et se rapprocher du terme « démagogie ». Remarquons également que le populisme actuel est davantage lié aux gens qui le pratiquent qu'aux personnes constituant un éventuel mouvement lié à ce terme.

B) Acceptation récente du terme. Pourquoi le populisme est-il de droite ?

Précisons d'emblée que cette notion de populisme est souvent floue et fluctuante ; elle tient davantage lieu de grille de lecture simpliste que de véritable idéologie en soi. On peut cependant partir de la définition générale suivante : *« En politique, le populisme désigne l'idéologie ou l'attitude de certains mouvements politiques qui se réfèrent au peuple, pour l'opposer à l'élite des gouvernants, au grand capital, aux privilégiés ou à toute minorité ayant « accaparé » le pouvoir... accusés de trahir égoïstement les intérêts du plus grand nombre. Pour les « populistes », la démocratie représentative fonctionne mal et ne tient pas ses promesses. Prônant une démocratie plus directe, ils ont donc pour objectif de « rendre le pouvoir au peuple ». Lorsqu'ils sont au pouvoir, les populistes peuvent remettre en question les formes habituelles de la démocratie au profit d'un autoritarisme s'appuyant sur des institutions censées être authentiquement au service du peuple »*¹.

Points essentiels

- 1) Rejet des élites qui ont « volé » le pouvoir au peuple pour leur propre intérêt.
- 2) Solutions simples qui émanent du « bon sens » populaire (forcément unanime...) et applicables très rapidement.
- 3) Méfiance à l'égard de la démocratie qui serait confisquée par ces élites.

¹ Dictionnaire politique La Toupie, (<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Dictionnaire/populisme.htm>)

- 4) Anti-Europe et retour vers un certain protectionnisme, couplé avec un retour des idées nationalistes.
- 5) Méfiance (voire plus) vis-à-vis de tout ce qui touche à l'immigration.

Aujourd'hui, on peut dégager deux concepts : d'une part, les partis ouvertement populistes et qui, dans un certain nombre de cas, flirtent ouvertement avec l'extrême droite (quand il ne s'agit pas tout simplement de « recyclage »). D'autre part, on qualifie parfois certains hommes politiques et/ou de formations et/ou discours de « populistes ». Dans ce dernier cas, le terme est à rapprocher de « démagogie ». On peut, sans trop de risque, dire que toute formation traditionnelle a fait, ou fera, un peu de populisme, sans pour cela en constituer son fond de commerce.

Récemment, certains politologues affirment qu'il existerait un populisme « de gauche » (cf. les attaques contre Die Linke ou encore contre Mélenchon). Or, comme l'explique V. de Coorebyter (CRISP), ce phénomène reste très largement marqué à droite. Ce qui pourrait paraître à première vue illogique étant donné que la dénonciation des élites fut souvent portée par la gauche au sens large. « *Le populisme ouest-européen(...) ne se réclame pas du peuple entier, loin de là. Le peuple qu'il prétend incarner se limite à la « majorité silencieuse » : il est fait d'adultes et de pensionnés, d'honnêtes gens, de gens sans histoire, de tous ceux qui se sont levés ou se lèvent tôt (merci Sarkozy,...ndlr) de tous ceux qui ont voué leur vie à leur travail et à leur famille et qui aspirent à profiter du fruit de leurs efforts dans la sérénité et la sécurité* »². On le voit, le populisme, d'une part, est loin d'englober tous les « oubliés » du système et d'autre part, il se garde bien de dénoncer toutes les élites, comme nous le verrons ci-après.

C) Populisme et/ou extrême droite

On se trouve donc face à une idéologie qui prétend défendre l'ensemble du peuple, qui, dans une belle unanimité, aurait des avis et des aspirations unanimes sur une vision de la société. Mais cette vision, portée par des leaders qui auraient « compris » les masses, demeure essentiellement conservatrice : « *La pensée populiste, comme Dominique Reynié, sur ce point, l'a fort bien établi, est d'abord patrimoniale : elle s'inquiète de tout ce qui menace les acquis : elle encense tout ce qui permet de les préserver ou de les faire fructifier* ».³

Dans ce contexte, les seules élites le plus souvent critiquées sont plutôt des éléments contestant le pouvoir en place et l'économie de type capitaliste.

En ce sens, le populisme contemporain peut trouver des affinités avec les franges politiques les plus conservatrices et donc, avec certaines formations d'extrême droite. Mais là, les cartes se brouillent quelque peu car si tous les partis d'extrême droite sont populistes (rejet des élites, de l'Europe, méfiance envers la démocratie, discours simplistes,...), tous les partis populistes ne sont pas d'extrême droite. Certains jouant « avec les lignes », ce qui rend la nuance parfois difficile à percevoir. A titre d'illustration, Geert Wilder, leader du Parti pour la Liberté (PVV) aux Pays-Bas, est sans conteste islamophobe et anti-européen (ce qui le rapproche de l'extrême droite) mais, par ailleurs, défend les droits des homosexuels et est plutôt pro-israélien (ce qui se marque également dans des partis d'extrême droite comme le FN français, voir infra).

² Vincent De Coorbyter, Directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp) : « Pourquoi le populisme est-il de droite ? », Le Soir, 11/04/2012.

³ Vincent De Coorbyter, *ibidem*.

Enfin, certains ont réussi cette transformation, au prix de scissions avec les ultras et souvent avec une disparition progressive à la clé : songeons à G. Fini qui a transformé le Mouvement social italien (MSI), clairement fasciste en Alliance nationale (droite), pour finir par fondre cette dernière dans le Parti de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi. Une transition à ce point réussie que *« Gianfranco Fini apparaît dans la majorité comme un contrepoids aux politiques sécuritaires et xénophobes de la Ligue, aux tentations autocratiques de Berlusconi et même à l'influence de l'Eglise »*⁴.

Cette « frontière » entre populisme et extrême droite est donc parfois encore plus difficile à définir lorsqu'il s'agit de formations « purement » d'extrême droite qui tentent de se refaire une virginité aux yeux des électeurs potentiels (voir point E).

D) Exemples récents

Outre, le PVV cité plus haut, la NVA cultive également cette ambiguïté. Si cette formation, à la différence du Vlaams Belang, n'est pas ouvertement raciste, elle n'en demeure pas moins partisane d'un politique migratoire beaucoup plus dure, avec notamment des critères beaucoup plus sévères en matière de naturalisation, de regroupement familial, une augmentation des expulsions,...un thème, soit-dit en passant, qui transcende de plus en plus l'ensemble des formations politiques.

Autre trait populiste, la personnalité même du leader de la N-VA : *« ...Ce succès traduit un indéniable malaise vis-à-vis des élites politiques. M. De Wever a imposé un style de parler-vrai qui lui permet, même lorsqu'il tient un discours empreint de principes libéraux ou sécuritaires, de séduire les électeurs plus jeunes »*⁵.

Dans les partis flirtant fréquemment avec le populisme, le PP (parti populaire) de M. Modrikamen est également présent: ultra-libéral, il n'hésite pas à fustiger l'immigration et demande, entre-autre, de « limiter l'influence du politique sur notre société » : *« En Belgique l'action publique est centrée sur l'intérêt des partis politiques au pouvoir et non sur l'intérêt général. Le problème est dû à l'interférence directe des partis et hommes politiques dans des domaines où ils ne devraient pas intervenir. Des domaines à régir par des organismes indépendants, conformément aux critères généraux définis par la Loi et appliqués par l'administration. Une société entièrement contrôlée par les partis politiques est menacée dans son caractère démocratique »*⁶.

Ce parti, bien que se déclarant non-raciste, cultive une islamophobie réelle ; il a d'ailleurs organisé en juin 2012 une manifestation à Bruxelles sur le thème « contre le fascisme islamiste », suite aux propos tenus par le représentant du groupe extrémiste Sharia4belgium. Manifestation où des membres du groupe fasciste Nation s'étaient invités.

E) Lissage du discours d'extrême droite : le cas du Front national de Marine Le Pen

Actuellement, il est particulièrement intéressant de voir la transformation (du moins en surface) du discours d'un parti d'extrême droite comme le Front national français. Depuis l'accession de Marine Le Pen à sa tête, en 2011, cette formation tente de se positionner de manière « respectable » sur l'échiquier politique hexagonal et ainsi représenter une alternative à la droite traditionnelle (notamment l'UMP).

⁴ Eric Jozsef : «Alliance nationale, c'est fini », La Libre Belgique, 232/03/2009.

⁵ Serge Govaert : « Populistes flamands, loin de l'extrême droite », Le Monde diplomatique, 10/07/2010.

⁶ Manifeste du Parti populaire (<http://www.partipopulaire.be>)

Les outrances verbales du père (qui citait encore Robert Brasillach, écrivain antisémite et collaborationniste, à la tribune à Lille, en février 2012) appartiennent semble-t-il au passé. Ne dites plus « Dehors les étrangers », mais parlez de « préférence nationale », n'attaquez pas de front les musulmans mais posez-vous en défenseur de la laïcité et du droit des femmes... Ajoutez à cela une reprise des discours habituellement réservés à la gauche classique (chômage, attaques contre l'Euro, les marchés financiers, les élites,...) et vous obtiendrez une formation qui se revendique désormais plus du populisme que de l'extrême droite traditionnelle : *« Sous couvert de défense de la laïcité, elle a concentré son discours sur les musulmans en lançant le débat sur la viande halal. Elle se veut la porte-parole des « invisibles », ces « oubliés », « déclassés », des classes moyennes et populaires qui se sentent de plus en plus délaissées »*⁷.

Mais cette évolution n'est que cosmétique et l'actuelle présidente du FN ne cède en rien sur les fondamentaux, comme le rappelle Claire Checcaglini, qui a infiltré la formation frontiste pour un tirer un ouvrage édifiant⁸: *« J'étais convaincue que la dédiablement du FN n'était qu'une façade.(...) On le sait, surtout en période électorale, et plus qu'ailleurs encore au Front national, on fait très attention à ce qu'on dit, à ce qu'on porte dans les médias, il était donc nécessaire pour moi de recueillir une parole qui est celle qu'on entend auprès des militants et des cadres au cœur du FN. Sans ces huit mois d'immersion dans la peau d'une militante frontiste, jamais je n'aurais eu accès à des propos islamophobes ou révisionnistes »*⁹.

F) Conclusions et réflexions : de beaux jours pour le populisme

Si les partis populistes rencontrent, à l'heure actuelle, un certain succès dans l'Union européenne, c'est que la crise est là et elle n'est pas qu'économique : *« Chez nous, contre les vertiges de l'endettement de l'Etat, le coup de frein asphyxie des libéralités que le bon peuple tenait pour éternelles(...) La crise découvre des gouffres. Nulle surprise donc à voir refleurir de vieilles recettes protectionnistes, champignons des temps de crise et qui repoussent avec elle tout comme la hausse de l'or ! Nulle surprise à voir cloués au pilori populiste les mêmes boucs émissaires : la classe politique ; l'Europe et son Euro ; l'immigré, « étranger » proche ; et les étrangers lointains dont l'inépuisable réserve de pauvres vient battre l'Europe aux anciens parapets »*¹⁰.

Mais il serait réducteur de limiter l'émergence du populisme à une conséquence des seules difficultés socio-économiques. C'est en effet, aussi une crise du modèle politique libéral qui, par la pratique du consensus mou, donne l'impression que les spécificités politiques (notamment les différences gauche/droite) sont dépassées, comme le souligne la philosophe et politologue Chantal Mouffe : *« L'état actuel des sociétés démocrates libérales est donc particulièrement favorable à l'expansion du populisme de droite. L'abandon de souveraineté populaire converge avec la certitude qu'il n'existe pas d'alternative à l'ordre actuel et crée un climat antipolitique facilement exploitable pour fomenter des réactions populaires hostiles aux élites actuellement au pouvoir (...). Pour imaginer une riposte adéquate, il devient urgent de saisir les conditions économiques, sociales et politiques qui expliquent leur émergence. Et cela requiert l'élaboration d'une approche théorique qui ne dénie pas la place de l'antagonisme dans le politique. »*¹¹

⁷ Dépêches AFP : « France : la réussite du pari de la « dédiablement » de Marine Le Pen », LExpress.fr, 22/04/2012.

⁸ Claire Checcaglini : « Bienvenue au Front. Journal d'une infiltrée », Editions Jacob-Duvernet, février 2012.

⁹ Interview publiée sur <http://pierrejassogne.wordpress.com>, le 28/04/2012.

¹⁰ Claude Imbert : « Europe : la vague populiste », [Le Point](http://LePoint.fr), 28/04/2011.

¹¹ Chantal Mouffe : « La « fin du politique » et le défi du populisme de droite », Revue du Mauss, 2/2002, n°20, pp. 178-194.

La condamnation morale (et moralisatrice) des populismes ne peut donc suffire à éradiquer le phénomène. Seule une remise en cause sérieuse de ce que sont devenus nos systèmes démocratiques, à savoir de simples vecteurs de la pensée unique libérale, peut produire son effet.

